

LE FLUX DE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE



Table des matières

P. 3	Éditorial <ul style="list-style-type: none">• L'impact du coronavirus sur le financement de l'action climatique• La dimension extérieure du pacte vert pour l'Europe
P. 5	Avancées du climat <ul style="list-style-type: none">• Le financement mixte soutient les investissements privés dans l'infrastructure durable
P. 6	Études de cas <ul style="list-style-type: none">• Mozambique : l'augmentation du financement public de l'action climatique requiert davantage de suivi• Cambodge : la vulnérabilité climatique encourage l'adoption de nouveaux budgets
P. 8	Interview <ul style="list-style-type: none">• Chour Chheng : rendre une entreprise intelligente face au climat au Cambodge
P. 9	Les meilleures pratiques <ul style="list-style-type: none">• Gambie : renforcer les compétences et créer des opportunités pour les communautés résilientes au changement climatique
P. 10	Le baromètre de l'UE AMCC+ <ul style="list-style-type: none">• L'AMCC/UE AMCC+ et le financement de l'action climatique
P. 10	Les meilleures pratiques <ul style="list-style-type: none">• Catalyser les investissements du secteur privé

CRÉDITS PHOTO

Couverture :	Rivière Areng, KoKong Cambodge © UE AMCC+ 2020 photo Kimlong Meng
Page 3:	Programme de gestion des déchets à Hulhumeedho, Maldives © UE AMCC+ 2020 photo Ali Nisham
Page 5:	Les serres du sud de l'île Maurice © UE/AMCC+ photo Diksh Potter
Page 6:	Mozambique, des membres de la communauté plantent de jeunes plants de palétuvier © UE AMCC+
Page 7:	Village flottant de Kompong Khleang, Siem Reap, Cambodge © UE AMCC+ 2020 photo Kimlong Meng
Page 8:	Chour Chheng, propriétaire de Ky Siv Chheng Protein Food Enterprise © AMCC
Page 9:	Metta Sabally, une jeune entrepreneuse originaire du village de Wellingaraba © LoCal 2020
Page 14:	Les serres du sud de l'île Maurice © UE/AMCC+ 2020 photo Diksh Potter
Dos :	Bateaux de pêche sur les rives de la Yeguada. Miches, République dominicaine. © UE AMCC+ 2020 photo Anatoly Kireev

Éditrice : Francesca Predazzi

L'impact du coronavirus sur le financement de l'action climatique

Jane Wilkinson

« Si la COVID-19 a bien prouvé une chose, c'est que le coût de l'inaction dépasse largement celui de l'action. »



À l'heure où il est plus urgent que jamais d'augmenter le financement de l'action climatique, il peut sembler catastrophique que les sources de financement public de la lutte contre le changement climatique se tarissent. Dans cette édition, nous passerons en revue les nombreuses raisons de considérer avec optimisme l'avenir du financement de l'action climatique, en particulier à l'ère post-COVID-19.

La capacité des gouvernements à réunir des montants colossaux pour l'aide d'urgence prouve qu'avec la volonté nécessaire, il est toujours possible de lever des fonds. La probabilité scientifique d'une grave pandémie de grippe est connue depuis des dizaines d'années. En 2015, une commission créée par la National Academy of Medicine américaine après l'épidémie d'Ebola a estimé qu'un investissement mondial de 4,5 milliards de dollars permettrait de minimiser les risques de future pandémie. Mobilisés en partie seulement et trop tardivement, ces fonds paraissent bien insignifiants face au coût total de la réponse à la COVID. En juin 2020, les plans de relance face à la COVID-19 avaient à eux seuls dépassé les 15 000 milliards de dollars.

Depuis 2016, l'Agence internationale de l'énergie plaide pour des investissements annuels à

hauteur de 1 500 milliards d'ici 2030 rien que dans le secteur de l'énergie pour répondre aux objectifs de l'accord de Paris. En 2018, cependant, les flux totaux de financement de l'action climatique ont atteint 579 milliards de dollars, dépassant ainsi pour la première fois la barre des 500 milliards – un chiffre qui reste bien en-deçà des niveaux requis. Si la COVID-19 a bien prouvé une chose, c'est que le coût de l'inaction dépasse largement celui de l'action.

L'ampleur des financements disponibles offre l'opportunité de rendre irréversible la transition écologique, un objectif que le plan de relance Next Generation EU, à hauteur de 1 800 milliards d'euros, entend bien atteindre. Ce train de mesures est axé en priorité sur la neutralité climatique et la numérisation, conformément à la voie déjà tracée dans le pacte vert pour l'Europe, et définit un point de départ à suivre.

La COVID-19 n'a pas affecté tous les pays et toutes les communautés de manière égale. En effet, les chocs externes, comme le changement climatique et le coronavirus, touchent plus durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables et exacerbent les inégalités préexistantes. Dans un monde déjà frappé par les impacts irréversibles du changement

« Les chocs externes, comme le changement climatique et le coronavirus, touchent plus durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. »

« L'ampleur des financements disponibles offre l'opportunité de rendre irréversible la transition écologique, un objectif que le plan de relance Next Generation EU, à hauteur de 1 800 milliards d'euros, entend bien atteindre. »

climatique, les perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement mondiales causées par la pandémie ont entraîné la perte d'environ 495 millions d'équivalents temps plein, le plus souvent des emplois mal rémunérés. En 2020, la Banque mondiale estime que bon nombre des acquis en matière de développement engrangés depuis 1990 seront anéantis, tandis qu'environ 150 millions de personnes replongeront dans l'extrême pauvreté.

Avant la COVID-19, de nombreux pays à faible revenu étaient déjà extrêmement endettés et pouvaient difficilement soutenir les ménages et secteurs vulnérables, sans parler de contribuer aux investissements en faveur du climat. Les 1 000 milliards de dollars dégagés par la communauté internationale pour soutenir la relance post-COVID dans les pays à faible revenu seront accordés en priorité à bon nombre de pays qui sont aussi les plus vulnérables face au changement climatique. Avec les pays les moins développés et de nombreux petits États insulaires en développement, les partenaires du développement devraient insister pour que cette relance réponde aux objectifs de résilience et de croissance durable et soutenue.

Dans une perspective d'avenir, les fonds de relance investis dans des objectifs de réduction des émissions de carbone et de résilience climatique partout dans le monde devraient être comptabilisés comme des financements de l'action climatique. Après la crise financière et économique de 2008-2009, la Chine et les États-Unis ont investi massivement dans l'énergie éolienne et solaire dans le cadre de leurs plans de relance, réduisant ainsi sensiblement le coût de ces technologies. Durant plusieurs années, des flux de financement de l'action climatique

plus élevés que la moyenne ont été enregistrés. Et, aujourd'hui, le résultat est que les énergies éolienne et solaire sont au même prix que l'électricité conventionnelle.

Les États devraient anticiper la croissance des niveaux de financement de l'action climatique. Pour ce faire, les gouvernements peuvent déployer des politiques robustes et des instruments de gestion des finances publiques : investissements directs, financements mixtes, partenariats public-privé, taxonomies, tarification du carbone... Au titre de la coopération internationale, les partenaires du développement se doivent d'atteindre l'objectif de financement de l'action climatique à l'horizon 2020, en toute transparence et dans les délais.

Enfin, les flux internationaux de financement de l'action climatique doivent continuer à augmenter, même si les budgets d'aide publique au développement (APD) sont convoités par des ministères et agences nationaux obligés de se serrer la ceinture. Les objectifs d'APD sont liés aux objectifs de revenu national brut (RNB) et, compte tenu de l'effondrement de ce dernier en 2020, de nombreux pays en développement peuvent s'inquiéter de voir fondre le financement de l'action climatique. Une telle baisse est impensable, car le fragile système climatique dont nous dépendons tous repose sur le déploiement du développement durable partout dans le monde.

Il ne fait aucun doute que la relance offre l'opportunité d'augmenter les financements en faveur du climat et de renforcer l'action climatique. Il revient aux gouvernements de la saisir.

La dimension extérieure du pacte vert pour l'Europe

#EUGreenDeal #EUBudget #FutureofEurope

Une planète saine est le fondement de sociétés saines et résilientes et le pacte vert devrait donc être un modèle pour se remettre du COVID. Nous devons mettre l'environnement et le changement climatique au cœur de notre action et utiliser tous nos outils afin de mobiliser nos partenaires pour nous rejoindre sur une voie durable : travaux politiques et réglementaires, investissements verts, appui budgétaire, budgétisation et achats verts, réformes fiscales,

recherche et innovation, éducation, diplomatie et engagement avec le secteur privé. L'UE peut utiliser son influence politique et économique, son expertise et ses ressources financières. Dans cette optique, l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale prévoit de consacrer 30 % de son budget 2021-2027 à des actions soutenant les objectifs climatiques.



Carla Montesi, Directrice Pacte Vert et Agenda Numérique, UE DG Partenariats Internationaux (INTPA)

Avancées du climat

Le financement mixte soutient les investissements privés dans l'infrastructure durable



« Le déficit estimé pour adapter les infrastructures conformément aux objectifs de l'accord de Paris s'élève à environ 3 000 milliards de dollars chaque année, une somme hors de portée pour la plupart des acteurs publics. »

« Le financement mixte utilise, de manière stratégique, des financements publics et philanthropiques en faveur du développement pour réduire le risque encouru par les acteurs privés. »

« Le plan d'investissement extérieur européen a été lancé dans l'objectif de fournir des financements mixtes : 4,6 milliards d'euros devraient permettre de mobiliser 44 milliards d'investissements durables. »

Des infrastructures économiques et sociales bien conçues (par ex. liaisons de transport, approvisionnement en énergie et services publics, écoles et hôpitaux) sont les fondements de la productivité économique et du bien-être environnemental.

Dans les pays émergents et en développement, la demande de meilleures infrastructures de transport et de production d'énergie est considérable, car elles permettraient d'améliorer le niveau de vie. Dans les économies avancées, il est urgent de remplacer les infrastructures à forte intensité de carbone ou de moderniser les actifs vieillissants en tenant compte des nouvelles technologies. Les investissements dans les infrastructures durent des dizaines d'années.

Réalisés correctement, ces investissements clés pourraient accélérer la transition vers des sociétés à faible intensité de carbone et résilientes au changement climatique, nous permettant ainsi de couper court à des années de pollution et de technologies inefficaces. Dans le cas contraire, les émissions pourraient stagner pendant des dizaines d'années et nous pourrions nous retrouver avec des actifs irrécupérables, coûtant des centaines de milliards de dollars, par exemple à la suite d'investissements déjà réalisés dans le pétrole, le gaz, le charbon et autres combustibles fossiles.

En 2017, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que, pour la période 2016-2030, 6 900 milliards de dollars seraient nécessaires annuellement pour adapter les infrastructures conformément aux objectifs de l'accord de Paris et du Programme de développement durable. Le déficit estimé s'élève à environ 3 000 milliards de dollars chaque année, une somme hors de portée pour la plupart des acteurs publics.

Le financement mixte consiste à mobiliser des investisseurs privés pour aider à combler le

déficit de financement. Il utilise, de manière stratégique, des financements publics et philanthropiques en faveur du développement pour réduire le risque encouru par les acteurs privés – dont les actions peuvent soutenir la création d'emplois et réduire les conflits et l'instabilité. Le capital de développement est soit versé dans des fonds qui sont aussi alimentés par des financements commerciaux, soit fourni directement via des instruments tels que les assurances défaut de paiement et les garanties de prêt. D'après les spécialistes du financement mixte, cette méthode permet de mobiliser jusqu'à 12 dollars de financement privé pour chaque dollar de subvention.

En 2017, l'Union européenne a lancé le plan d'investissement extérieur (PIE), une initiative phare visant à mobiliser des investissements privés au moyen de prêts et de garanties et à fournir ainsi que des financements mixtes, y compris en Afrique. Au titre du PIE, 4,6 milliards d'euros devraient permettre de mobiliser 44 milliards d'investissements durables d'ici la fin 2020. En plus de soutenir l'énergie renouvelable et les infrastructures urbaines via le Fonds européen pour le développement durable, le PIE entend aussi encourager les petites et moyennes entreprises, la numérisation et les initiatives agricoles.

Parmi les autres initiatives de financement mixte, on trouve des plateformes telles que le Sustainable Development Investment Partnership et le réseau Convergence.

À l'ère post-COVID-19, les gouvernements ont la possibilité d'axer leurs plans de relance sur les infrastructures vertes. Pour ce faire, ils s'appuieront sans doute sur les enseignements tirés d'approches mixtes visant à mobiliser des pools d'investissement encore plus importants, comme le marché mondial des investisseurs institutionnels, à hauteur de 89 000 milliards de dollars.



Jane Wilkinson

Étude de cas

Mozambique : l'augmentation du financement public de l'action climatique requiert davantage de suivi



Pays :	Mozambique
Type :	Pays les moins développés (PMA)
Vulnérabilité (Climate Risk Index) :	56 ^e pays le plus vulnérable
Projet UE AMCC+ :	Renforcement de la résilience climatique locale au Mozambique



« Depuis 2016, les institutions sectorielles peuvent attribuer un "indicateur" climatique à leurs lignes budgétaires. »

« Le principal obstacle à la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) du Mozambique est le manque de financement. »

En 2019, le Mozambique a été durement frappé par deux cyclones. Le Programme des Nations unies pour le développement évalue les pertes économiques annuelles dues à la dégradation environnementale et à l'utilisation inefficace des ressources naturelles à 17 % du produit intérieur brut (PIB) (Poverty Environment Initiative). Les premières victimes sont les groupes vulnérables qui dépendent directement des ressources naturelles (cultures, poisson, forêt, etc.) pour leur subsistance.

Alors que l'exposition du Mozambique aux phénomènes climatiques extrêmes continue d'augmenter, il est de plus en plus urgent de développer sa résilience à ce genre de chocs. L'impact du changement climatique se fait sentir à travers tous les secteurs traditionnels, tels que l'agriculture, l'énergie et le transport, qui sont généralement organisés par le gouvernement.

L'intégration des questions climatiques dans l'action publique implique dès lors de travailler avec des outils communs à tous les secteurs. Ceux-ci pourraient notamment être utilisés dans le cadre des processus de planification, programmation et budgétisation réalisés chaque année par ces secteurs.

Au Mozambique, depuis 2016, les ministères de tutelle utilisent une approche programmatique. Depuis lors, dans chaque secteur, des institutions habilitées peuvent attribuer un « indicateur » climatique à leurs lignes budgétaires. Elles peuvent ainsi mettre en avant et suivre les investissements en faveur des objectifs climatiques nationaux et se rapprocher des ambitions de la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci, à concrétiser à l'horizon 2025, grâce à des instruments locaux et nationaux permettant

d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans toutes les politiques, stratégies et plans.

Les deux principaux programmes qui orientent la politique de développement sont le Plan quinquennal du gouvernement (2020-2024) et la Stratégie nationale de développement (2015-2035). Au niveau local, 71 % des districts du pays ont élaboré des plans locaux d'adaptation et 34 % des municipalités ont adopté des plans de résilience urbaine ou d'adaptation au changement climatique.

Le principal obstacle à la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) du Mozambique est le manque de financement et de ressources.

Une autre fonction du suivi du financement climatique consiste à faire le lien entre les promesses initialement faites lors de la préparation du budget et les montants réellement alloués, tels que communiqués à la fin de l'exercice annuel. Cela permet d'en savoir plus sur les dépenses climatiques et l'efficacité des différents secteurs en la matière.

Cependant, pour capitaliser réellement sur les enseignements tirés, identifier les déficits d'investissement au niveau sectoriel et élaborer des budgets plus favorables au climat lors des prochains exercices, cette analyse devrait aussi tenir compte des progrès du Mozambique en matière d'adaptation et d'atténuation. C'est le rôle du Système national de suivi et d'évaluation du changement climatique, fondé en 2014. Celui-ci doit encore être renforcé en vue d'établir des budgets sectoriels tenant compte de la dimension climatique et basés sur les résultats, ainsi que de consolider les nombreux efforts passés et en cours en faveur du climat.

Geraldo Carreiro

Étude de cas

Cambodge : la vulnérabilité climatique encourage l'adoption de nouveaux budgets



Pays :

Cambodge

Type :

Pays les moins développés (PMA)

Vulnérabilité (Climate Risk Index) : 29^e pays le plus vulnérable

Projet UE AMCC+ :

Alliance cambodgienne
contre le changement climatique



« D'après les prévisions, le changement climatique devrait ralentir la croissance moyenne du PIB, qui passera de 6,9 à 6,6 % au cours de la période 2017-2050. »

« Le Cambodge a multiplié par quatre son budget dédié à la résilience climatique, qui s'élève désormais à environ 750 millions d'euros. »

Confronté depuis quelques années à de terribles inondations et sécheresses, le Cambodge a récemment été de nouveau gravement touché par ce type de catastrophe naturelle. Selon un récent rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (3 novembre 2020), plus de 792 000 personnes ont été affectées par les inondations et ont besoin d'assistance humanitaire. Parmi elles, 380 000 sont reconnues comme pauvres et vulnérables.

Environ 80 % de la population cambodgienne vit en région rurale et environ 50 % travaille dans le secteur agricole, qui reste dépendant de l'irrigation pluviale à 80 %. Selon le ministère de l'agriculture, le riz représente à lui seul environ 26 % du PIB et emploie plus de 3 millions de personnes sur une population totale de 16 millions d'habitants.

Le Cambodge jouit d'une longue expérience en matière de réponse au changement climatique. En 2013, il a été l'un des premiers pays à lancer un examen des dépenses publiques et institutionnelles sur le climat en préparation à un Plan stratégique relatif au changement climatique (CCSP, *Climate Change Strategic Plan*). Les priorités définies à l'époque ont été réaffirmées en 2015 lors de la préparation de la contribution déterminée au niveau national au titre de l'accord de Paris. Ce processus a impliqué le lancement d'un cadre de financement du changement climatique (CCFF, *Climate Change Financing Framework*), un instrument révolutionnaire combinant de manière unique une analyse des dépenses liées au changement climatique, une évaluation de l'efficacité de l'adaptation, ainsi que des scénarios de financement pour l'avenir.

L'objectif était d'orienter les futures politiques et dépenses relatives au changement climatique de neuf ministères et agences dans des secteurs particulièrement sensibles au changement

climatique et, au bout du compte, de réduire les impacts négatifs de ce phénomène sur l'économie. Ces organisations publiques ont préparé des Plans d'action sur le changement climatique (CCAP, *Climate Change Action Plans*) totalisant 117 actions, en ce compris des projets d'investissement, des politiques et du renforcement institutionnel.

Dans un deuxième temps, le ministère de l'économie et des finances et le Conseil national du développement durable ont récemment développé un Modèle de l'impact climatique sur la croissance économique (CEGIM, *Climate Economic Growth Impact Model*), qui évalue les impacts économiques du changement climatique au niveau sectoriel. Le CEGIM et ses prédécesseurs, en ce compris le CCSP, le CCFF et les CCAP, ont été directement soutenus par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC), financée par l'UE.

D'après le CEGIM, le changement climatique devrait ralentir la croissance moyenne du PIB, qui passera de 6,9 à 6,6 % au cours de la période 2017-2050. Le modèle conclut également que mettre davantage l'accent sur l'adaptation devrait permettre d'éviter plus de la moitié des pertes et dommages estimés, sans avoir d'impact majeur sur les investissements en faveur du développement.

Le Cambodge a récemment augmenté son budget dédié à la résilience climatique, qui s'élève désormais à environ 750 millions d'euros, soit une multiplication par quatre au cours des dernières années. Cette hausse montre bien que le pays est conscient des impacts du changement climatique et ne ménage pas ses efforts pour restaurer les infrastructures endommagées par les inondations, trouver des solutions pour les terres agricoles touchées par la sécheresse et soutenir les ménages affectés.

Geraldo Carreiro

Interview

Chour Chheng : rendre une entreprise intelligente face au climat au Cambodge

Chour Chheng, 64 ans, est le propriétaire de Ky Siv Chheng Protein Food Enterprise, qu'il dirige depuis plus de 19 ans. Il a participé à un projet qui l'a aidé à changer la source d'énergie utilisée pour la transformation de ses produits secs, abandonnant ainsi le charbon au profit du gaz.

Qu'est-ce qui vous a poussé à participer à ce projet ?

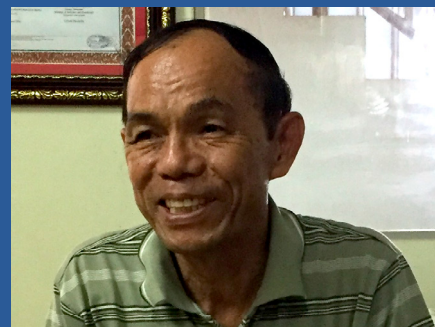
J'ai vu ce projet comme une opportunité d'améliorer la qualité technique et l'efficacité de nos processus de production, ainsi que d'améliorer les conditions de travail de mes ouvriers. Avant, quand nous utilisions du charbon, la production était plus néfaste pour leur santé : il y avait de la fumée partout. Parfois, il y avait même des taches noires sur les produits. De plus, ce projet contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ce qui est bon pour l'environnement, comme je l'ai appris via ma participation.

Pourquoi trouvez-vous cela important ?

Parce que je fais partie de la société et que nous avons le devoir de prendre soin du climat. Je veux aussi encourager les autres entrepreneurs à se tourner vers des technologies plus vertes et plus propres. Je discute régulièrement avec d'autres gérants de PME et je leur explique que tout n'est pas qu'une question de profit.

En quoi la routine quotidienne de vos ouvriers a-t-elle changé ?

Avant, ils devaient rester à proximité des poêles à frire où nous séchions les fruits et effectuer de nombreuses tâches manuelles – déplacer les poêles, ajouter du charbon dans les fours, etc. Il faisait très chaud et il y avait beaucoup de fumée. Ils étaient fatigués et se plaignaient. Désormais, ils n'ont plus qu'à faire fonctionner le nouvel équipement, ce qui est bien moins exigeant physiquement. J'emploie surtout des femmes, donc c'est mieux pour elles. Je pourrai peut-être même augmenter les salaires, pour les motiver. Je considère que mes ouvriers font partie de la famille !



Interview par l'Alliance cambodgienne contre le changement climatique

M. Chheng a bénéficié de conseils techniques et d'une subvention du projet « Demonstration of RECP, EMS and GHG mitigation and adaptation in industrial and handicraft sectors », mis en œuvre par le ministère de l'industrie et de l'artisanat et financé par l'Alliance cambodgienne contre le changement climatique.

Les meilleures pratiques

Gambie : renforcer les compétences et créer des opportunités pour les communautés résilientes au changement climatique



« Bientôt, j'aurai une grande boutique », déclare Mme Sabally. »

« Le mécanisme LoCAL identifie les besoins locaux et développe la résilience climatique à long terme. »

« Il réunit emplois, compétences et finance – c'est exactement ce dont a besoin cette région défavorisée. »

Metta Sabally est une jeune femme d'affaires accomplie du village de Wellingaraba (Bureng Ward) qui vend des sandwiches à des ouvriers de la construction et gagne plus de cinq dollars par jour grâce à un programme innovant qui débloquent des fonds pour les jeunes et les femmes tout en rendant les communautés plus résilientes face au changement climatique.

Si Mme Sabally a pu créer sa petite entreprise, c'est grâce au programme « Jobs, Skills and Finance (JSF) for Women and Youth in the Gambia » (Emplois, compétences et finance pour les femmes et les jeunes en Gambie). Après avoir rejoint la composante « Cash for Work » du programme, Mme Sabally a économisé ses revenus afin de monter son entreprise. « Bientôt, j'aurai une grande boutique », déclare la jeune femme de 21 ans alors qu'elle s'installe fièrement derrière son stand d'ingrédients soigneusement empilés. Elle emploie sa mère pour l'aider à gérer l'entreprise.

Mme Sabally est l'une des nombreuses jeunes femmes qui ont bénéficié du programme JSF, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Fonds d'équipements des Nations unies (FENU), en partenariat avec le Centre du commerce international de l'ONU. Le programme est géré en étroite coordination avec le gouvernement de Gambie.

Le programme JSF assure la formation et le développement des compétences de groupes cibles. Il améliore aussi l'accès aux fonds nécessaires pour entreprendre avec succès,

comme en témoigne Mme Sabally. En outre, le programme JSF est doté d'un volet majeur en matière de durabilité, car il travaille en étroite concertation avec les communautés locales pour identifier leurs besoins et développer la résilience climatique à long terme à travers le mécanisme LoCAL, un dispositif spécialement conçu par le FENU.

Ainsi, à Bureng, la ville d'origine de Mme Sabally, située à 200 km environ à l'est de Banjul, la capitale, les autorités locales ont identifié le besoin d'un petit projet d'infrastructure qui pourrait réduire l'érosion des terres et améliorer simultanément l'accès à la région et le transport au sein de celle-ci. Un plan de construction d'une buse a rapidement pris forme et, via le programme JSF, une initiative « Cash for Work » a été mise en place. Les travailleurs gagnent non seulement un salaire temporaire, mais ils bénéficient aussi de formations et d'activités de développement des compétences, notamment sur l'accès à la finance.

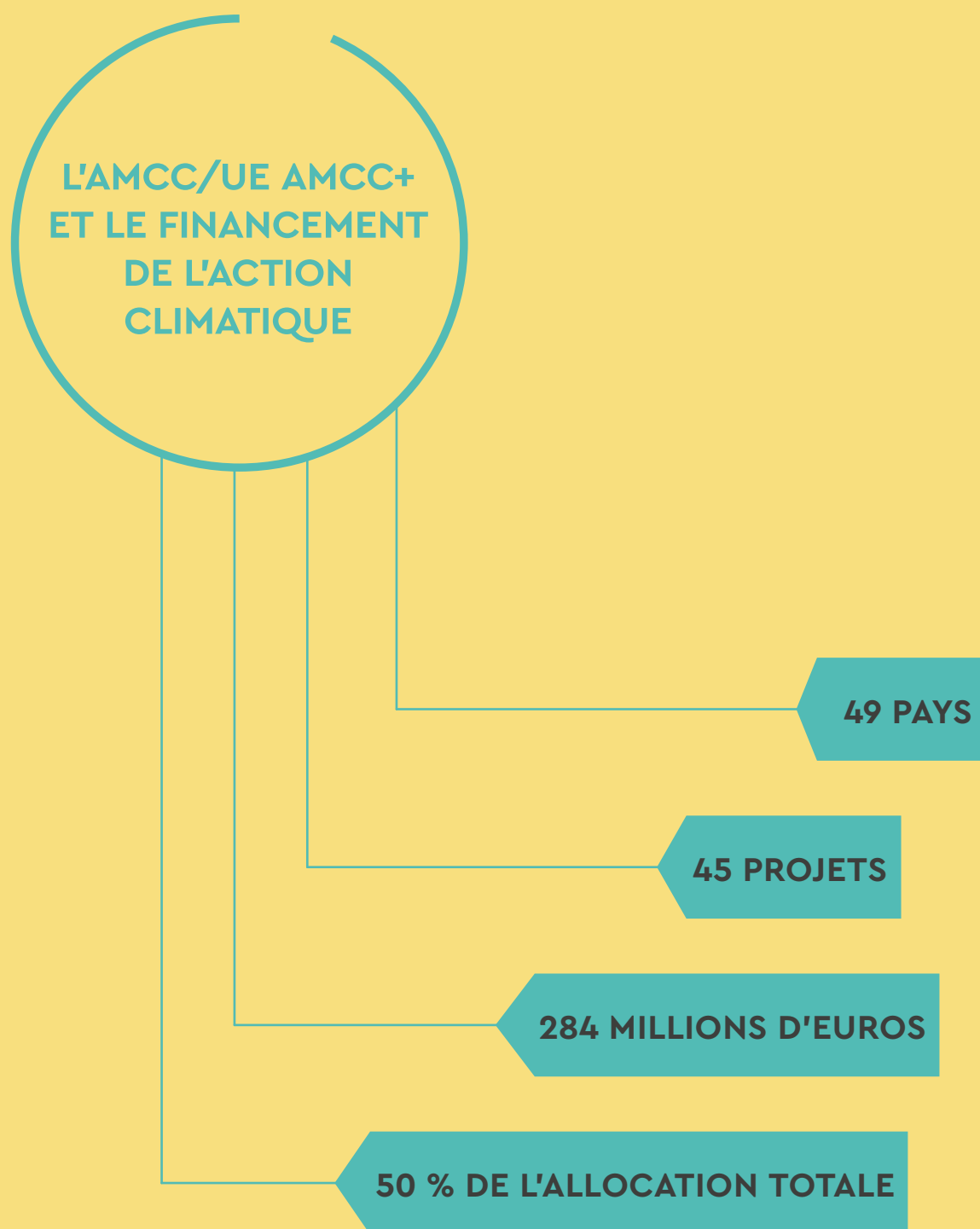
Nanding Sanneh est conseillère en développement communautaire à Bureng. Elle a travaillé sur de nombreux projets dans la région mais est convaincue que le programme JSF est unique.

« Le programme JSF réunit emplois, compétences et finance – c'est exactement ce dont a besoin cette région défavorisée », déclare Mme Sanneh. « Nous pensons que nous sommes aussi en mesure de rendre le développement local plus respectueux de l'environnement. »

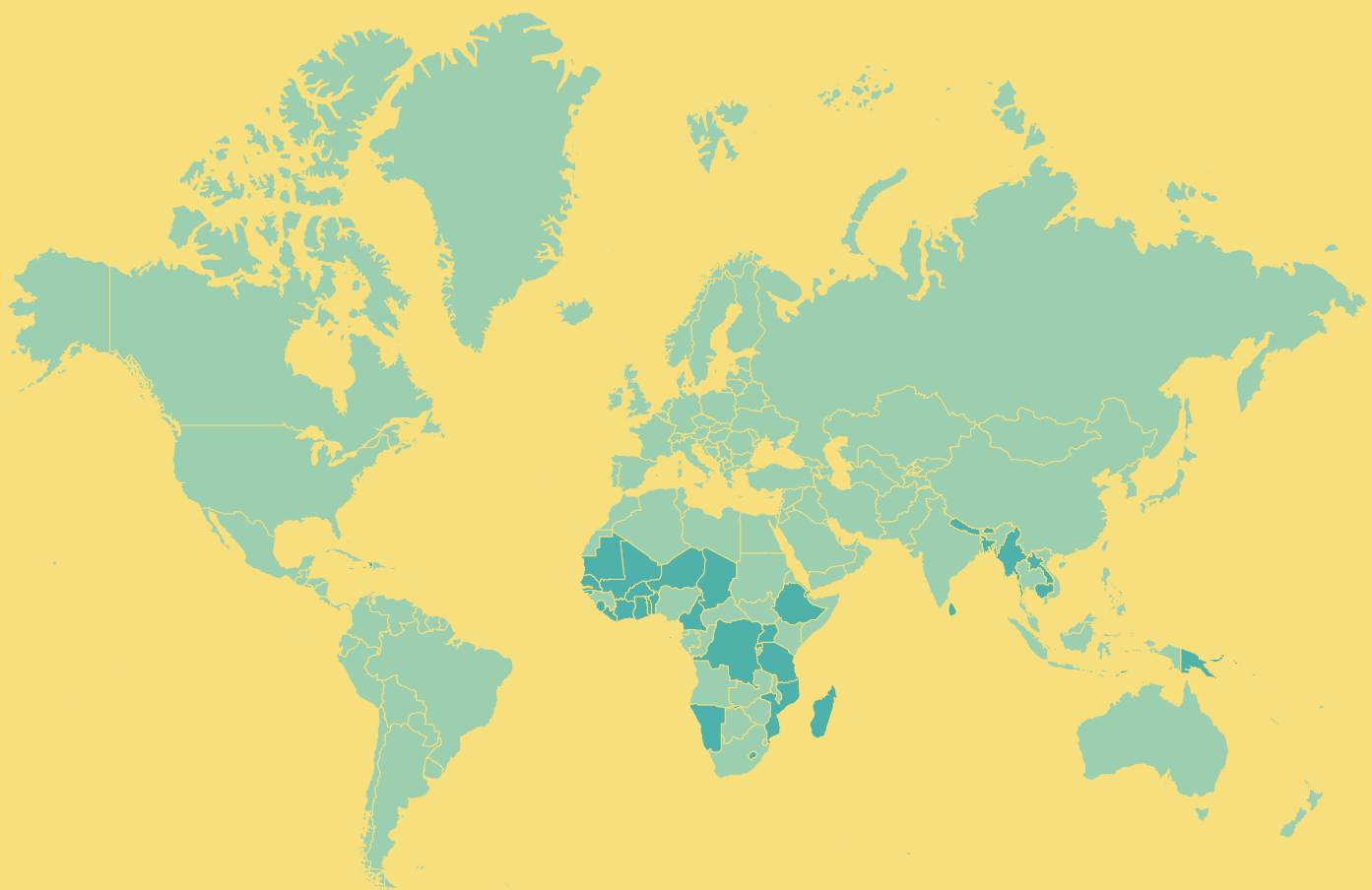
Le mécanisme LoCal est soutenu par l'Union européenne via l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+).

Bhuwan Adhikari

LE BAROMÈTRE DE L'UE AMCC+



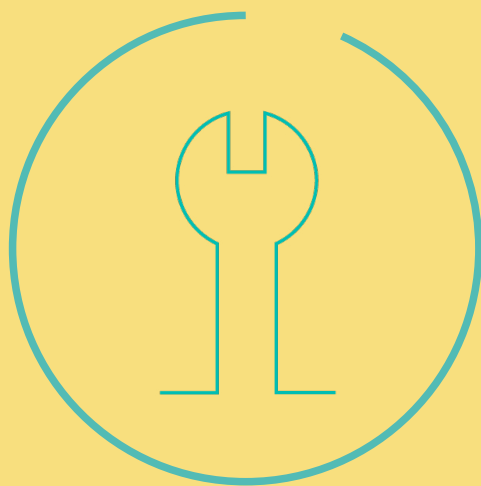
PAYS D'INTERVENTION



BANGLADESH, BÉNIN, BHUTAN, BURKINA FASO, CAMBODGE, CAMEROUN, ÎLES COOK, CÔTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, RDC, ÉTHIOPIE, GHANA, GUINÉE-BISSAU, HAÏTI, KIRIBATI, RDP LAO, LESOTHO, LIBERIA, MADAGASCAR, MALDIVES, MALI, ÎLES MARSHALL, MAURITANIE, MAURICE, MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE MOZAMBIQUE, MYANMAR, NAMIBIE, NAURU, NÉPAL, NIGER, NIUE, PALAU, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, RWANDA, SAMOA, SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE, SÉNÉGAL, SEYHELLES, SIERRA LEONE, SRI LANKA, ÎLES SOLOMON, TANZANIE, TCHAD, TIMOR-LESTE, TOGO, TONGA, TUVALU, OUGANDA

ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

Projects	ACTION		Pourcentage du portefeuille AMCC/UE AMCC+
 20	SOUTIEN À L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION CLIMATIQUE DANS LES BUDGETS PUBLICS ET/OU DÉVELOPPEMENT DE CADRES POUR LES DÉPENSES PUBLIQUES LIÉES AU CLIMAT (GESTION DES FINANCEMENTS PUBLICS EN FAVEUR DE L'ACTION CLIMATIQUE)		23 
 16	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES AU SEIN DES PAYS PARTENAIRES POUR UNE MEILLEURE MOBILISATION DES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX DE L'ACTION CLIMATIQUE DEPUIS LES FONDS EXISTANTS POUR LE CLIMAT (FONDS D'ADAPTATION, FONDS VERT POUR LE CLIMAT, ETC.) ET LA COMMUNAUTÉ DES DONATEURS		18 
 12	PROMOTION / LOBBYING / SENSIBILISATION EN VUE D'UNE MOBILISATION RENFORCÉE DES FINANCEMENTS INTÉRIEURS (PUBLICS ET PRIVÉS) POUR L'ACTION CLIMATIQUE		14 
 12	ÉVELOPPEMENT ET MISE EN ŒUVRE DE MÉCANISMES INTÉRIEURS SPÉCIFIQUES POUR LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE (FONDS FIDUCIAIRES, PROGRAMMES DE SUBVENTION, RÉGIMES D'ASSURANCE)		14 
 8	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET AIDE À LA SATISFACTION DES EXIGENCES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES EN VUE DE LA PARTICIPATION DES PAYS PARTENAIRES AU SYSTÈME DE COMPENSATION REDD+		9 
 5	RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ET SOUTIEN AUX PAYS PARTENAIRES EN VUE DE LEUR PARTICIPATION AU MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE (MDP)/ AUX RÉSULTATS D'ATTÉNUATION TRANSFÉRÉS AU NIVEAU INTERNATIONAL (ITMO, INTERNATIONAL TRANSFER OF MITIGATION OUTCOMES)/AUX MARCHÉS DU CARBONE		6 
 4	SOUTIEN AUX PAYS PARTENAIRES EN VUE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INSTITUTIONNALISATION DES MESURES D'INCITATION FINANCIÈRE POUR PROMOUVOIR L'UTILISATION DE TECHNOLOGIES À FAIBLE INTENSITÉ DE CARBONE		4 
 3	SOUTIEN AUX PAYS PARTENAIRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN CADRE FINANCIER POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL (CDN)		3 



Les meilleures pratiques

Catalyser les investissements du secteur privé

Quand les risques et les profits sont équilibrés, les acteurs privés investissent toujours. Ces derniers stimulent l'efficacité, apportent des compétences en matière de gestion, ont accès à l'innovation et aux technologies, et possèdent bon nombre des actifs qui génèrent des émissions ou devront être adaptés au changement climatique. Les normes d'information financière, les approches fiscales et la tarification du carbone sont d'excellents exemples de politiques et mesures qui peuvent modifier les comportements d'investissement.

En ce qui concerne la coopération au développement et son ensemble unique d'instruments financiers, il n'est pas étonnant qu'entre 2013 et 2018, les banques multilatérales et nationales de développement aient doublé leur soutien en vue d'encourager les partenariats public-privé entre les régions, dans le cadre de l'effort mondial visant à mobiliser des financements pour l'action climatique.

Le Dispositif pour le secteur privé du Fonds vert pour le climat (FVC) offre de bons exemples d'outils pouvant être utilisés pour réduire les risques financiers des acteurs privés. En octobre 2019, 25 projets du secteur privé, à hauteur de 2,2 milliards de dollars, avaient été approuvés et devaient permettre de mobiliser 7 milliards supplémentaires de cofinancements. Le portefeuille de mesures d'atténuation associé devrait permettre d'éviter 1,1 gigatonne d'équivalent CO₂, tandis que les mesures d'adaptation devraient atteindre 47 millions de bénéficiaires.

Les taxonomies et normes environnementales, comme la taxonomie européenne des activités

durables, les principes applicables aux obligations vertes et le guide de la Banque mondiale sur le développement d'une taxonomie verte nationale pour les marchés émergents, s'imposent de plus en plus comme des outils permettant d'orienter le capital vers des projets à faible intensité de carbone et respectueux de l'environnement. En identifiant les opportunités et paramètres d'investissement, elles permettent d'informer les investisseurs à propos des projets potentiels et de minimiser les risques pour la réputation, tout en réduisant le devoir de vigilance des banques et institutions financières. Ce faisant, les taxonomies atténuent les risques présumés des investissements climatiques et réduisent le coût du financement.

La pandémie de COVID-19 a aussi ouvert une nouvelle voie en termes de financement du développement : celle de la collaboration dirigée par les institutions entre les secteurs public et privé. À travers son Mécanisme de secours pour l'accès à l'énergie, doté de 100 millions de dollars, le FVC entend soutenir l'accès à l'énergie de 308 petites et moyennes entreprises (PME) de neuf pays africains qui ont souffert de graves problèmes de liquidité à cause du coronavirus. Ce mécanisme les a aidés à rester solvables durant la crise, tout en créant des opportunités d'emploi dans les communautés vulnérables.

Alors que les gouvernements déploient leurs plans de relance face à la COVID-19, ceux-ci doivent – quelle que soit leur ampleur – être axés sur les PME et les communautés locales. Sans la participation du secteur privé, la transition écologique restera inaccessible.

« Il n'est pas étonnant que les banques de développement aient doublé leur soutien en vue d'encourager les partenariats public-privé. »

« Le portefeuille de mesures d'atténuation du Fonds vert pour le climat devrait permettre d'éviter 1,1 gigatonne d'équivalent CO₂, tandis que les mesures d'adaptation devraient atteindre 47 millions de bénéficiaires. »

« Les taxonomies et normes environnementales, comme la taxonomie européenne des activités durables, s'imposent de plus en plus. »



Monica Bonfanti



L'UE AMCC+ L'ALLIANCE POUR UN MONDE QUI CHANGE

L'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+)** est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables de la planète à relever le défi du changement climatique. Lancée en 2007, l'AMCC est devenue une initiative climatique majeure de l'UE, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Rejoignez notre communauté

<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

www.gcca.eu



AMCC+

ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Funded by
the European Union



#GCCAPLUS #EUCLIMATEACTION #EUGREENDEAL

FÉVRIER 2021

Cette publication est disponible uniquement sous format électronique. Elle a été préparée par la Facilité d'appui de l'UE AMCC+. Elle ne reflète pas l'opinion officielle de la CE ou des institutions de l'UE. La CE décline toute responsabilité quant à son contenu.